

Edgar Wolfrum/Peter Fäßler/Reinhard Grohnert :

**Krisenjahre und Aufbruchzeit. Alltag und Politik im französisch besetzten Baden
1945-1949**

Munich, Oldenbourg Verlag, 1996, 296 p.

Dans la première édition de son ouvrage *L'Allemagne en Occident* (1953), Alfred Grosser n'a pas manqué de caractériser de façon pertinente la difficile relation entre occupants et occupés dans l'Allemagne du Sud-Ouest de l'immédiat après-guerre : « *S'il fallait dire en un mot quel a été l'aspect le plus tragique de cette sombre période, il nous semble que ce fut l'incompréhension. Les visiteurs de l'Allemagne ne comprirent pas la misère des Allemands, tandis que les Allemands ne pouvaient ou ne voulaient pas comprendre à quelles horreurs leurs souffrances faisaient suite. Refusant de tenir compte de l'aide étrangère et des efforts des occupants pour remettre en marche leur économie, ne voulant considérer que le côté "plan Morgenthau" de la politique d'occupation, nombre d'Allemands allaient croire que le prodigieux redressement économique de leur pays s'était fait entièrement contre les vainqueurs et en retirer un orgueil mêlé de morgue et de défi* ».

Une « incompréhension réciproque »

Sans pouvoir en déterminer les raisons dans le détail, A. Grosser avait alors déjà cerné le problème. Rien ne le montre de façon plus manifeste que le fossé qui perdure entre les récentes études sur la politique d'occupation de la France après la seconde guerre mondiale et le souvenir collectif que garde la population de cette région de la « période française » (*Franzosenzeit*). Plus de quarante ans après, Edgar Wolfrum, Peter Fäßler et Reinhard Grohnert inscrivent « l'incompréhension réciproque » à l'ordre du jour des travaux historiographiques. Ils invitent le lecteur à chercher des motifs d'explication à ces perceptions qui divergent tant entre Allemands et Français, entre témoins de l'époque et historiens. Par delà la politique appliquée par les forces d'occupation, les auteurs prennent en compte, dans leur champ d'analyse, les expériences quotidiennes concrètes des gens. Une histoire locale et régionale moderne doit permettre d'en savoir plus sur cette période d'occupation du sud-ouest de l'Allemagne : a-t-elle donné un élan ou au contraire constitué un obstacle à la réconciliation franco-allemande ?

L'ouvrage prend ses sources dans le projet de recherches mené par Heiko Haumann et Heinrich August Winkler de 1987 à 1990 à l'université de Fribourg/Br. : « Le Land de Bade sous l'occupation française 1945-1952 » (*Das Land Baden unter französischer Besatzung 1945-1952*). Outre une introduction et une mise en perspective un peu courte, cet ouvrage propose seize contributions, qui constituent autant d'études de cas relativement autonomes les unes par rapport aux autres. En général, elles ont été rédigées par un seul, parfois deux auteurs, et se répartissent en quatre chapitres principaux : I. La France parmi les puissances victorieuses ; II. Détresse quotidienne et nouveau départ politique ; III. Dénazification et auto-commisération sur le passé nazi ; IV. Le temps des réformes - comment survivre ? Etant donné que les thèses de doctorat rédigées dans le cadre de ce projet ont été depuis longtemps publiées (Gronhert et Wolfrum en 1991, Fäßler en 1995), que, par ailleurs, de nombreux articles sont parus qui en résument les résultats, ce livre apporte finalement peu d'éléments réellement nouveaux aux spécialistes de la question. De même peut-on estimer que, de manière générale, il n'est pas fait une place assez large à la dimension, qui pourtant devait être le fil conducteur de l'ouvrage : celle d'une approche historiographique qui se base sur le vécu des individus.

Toutefois, au cours des analyses développées, apparaissent des facteurs qui, de manière bien plus implicite qu'explicite, contribuent à expliquer pourquoi la population ne percevait quasiment que les contraintes dues au régime d'occupation, et semblait, par contre, ignorer, par incapacité ou par défaut de volonté, les tentatives de démocratisation, les potentiels d'un redémarrage sur de nouvelles bases et les efforts de la reconstruction, tous ces processus mis en œuvre par les autorités françaises, qui, depuis, ont été de multiples fois analysés et documentés. Parmi ces facteurs, on peut citer : la persistance des images d'un voisin hostile, des stéréotypes renforcés par la propagande nazie au cours de la phase finale de la guerre ; la politique d'occupation elle-même et ses incohérences, une politique qui ne cessait d'osciller entre centralisme au niveau de la zone et décentralisation, entre exploitation et reconstruction, entre démocratisation et attitude missionnaire ; le rejet très large par la population locale de la conception française des réformes et des expériences politiques proposées ; la propension, toute compréhensible, d'évaluer les conditions matérielles en les rapportant au niveau de vie dans la zone d'occupation américaine et à des idéaux, tels la démocratie, le bien-être et la consommation, que l'Amérique semblait incarner.

Deux choses surtout apparaissent nettement. Etant donné la détresse dans laquelle se trouvaient les Allemands, ils se révélèrent incapables de replacer la situation à laquelle ils étaient confrontés dans un cadre historico-politique plus large et de s'interroger sérieusement sur la part de responsabilité individuelle de chacun d'entre eux dans l'épisode historique qui venait de s'achever. Beaucoup estimaient l'occupation injustifiée et la ressentaient comme une oppression sans fondements. En outre, l'étroitesse des marges d'action dont disposaient finalement les Français après 1945 dans le sud-ouest de l'Allemagne apparaît de manière flagrante. Dans l'Hexagone même, d'importantes pressions, telles la germanophobie de l'opinion publique, la prédominance du Parti Communiste Français, les situations provisoires et pénuries de toutes sortes, renforçaient la charge qui pesait sur les épaules des responsables politiques parisiens. Là se trouvent les racines du discours gouvernemental maximaliste quant à la politique allemande à poursuivre, un discours qui, s'il avait pour rôle de

dissimuler consciemment aux Français des projets et mesures constructives à l'égard des Allemands, entretenait cependant en même temps la vision allemande d'un occupant sans pitié.

La pression de la faim

Il n'en reste pas moins que, si la faim empêchait une perception nuancée de la politique française en Bade du Sud, elle constituait ailleurs aussi le problème central : en France, elle entravait tout gain de cohérence dans les démarches et interdisait toute adaptation plus rapide des discours officiels à ce que les responsables français considéraient, de manière officieuse, comme faisable et raisonnable pour l'Allemagne. Lorsque le pays fut peu à peu libéré en 1944/45 et que la guerre prit fin en Europe, la plupart des Français avaient déjà vécu plus de quatre ans de restrictions massives. Si les attentes de la population se modifièrent alors de manière radicale et immédiate, la situation réelle d'approvisionnement évolua, quant à elle, à peine. En mai et août 1947 encore, on réduisit les rations de pain de 250 à 200 grammes par jour, ce qui déclencha plusieurs marches de la faim dans les chefs-lieux des départements et des grèves de la faim parmi les ouvriers dans l'industrie. La suppression des tickets pour le pain ne survint qu'en janvier 1949 et les rationnements notamment de graisses, de lait, de textiles, ne prirent fin qu'en mars et avril de la même année. L'Allemagne occupée ne fut donc pas la seule à souffrir de la faim dans l'après-guerre.

Dès le début de décembre 1945, dans un discours devant la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Georges Bidault avait précisé quel était, selon lui, le dilemme de la politique française d'occupation : « *Si nous avions la possibilité de fournir trois mille calories par jour au peuple que nous occupons, alors que nous n'en accordons que la moitié à notre propre peuple, il n'y aurait pas de problème. Je ne pense pas qu'en matière d'occupation nous nous conduisons mal. Nous faisons ce que nous pouvons et certes, la perfection n'est pas de ce monde* ». Cet ouvrage démontre combien il peut être fructueux de considérer la politique de l'occupant et le quotidien de l'occupé dans leurs interactions au sein d'un espace régional. Par une présentation équilibrée, aux facettes multiples, Fäßler, Grohnert et Wolfrum corrigent les traditionnelles images déformées des intentions et pratiques françaises en Bade du Sud, donnent des points de repère qui permettent de comprendre comment elles sont apparues et pourquoi elles ont perduré. Il serait à vrai dire encore plus probant de proposer une perspective qui confronterait de tels résultats avec la non moins délicate dialectique de la politique et du quotidien en France ; ainsi, « l'incompréhension réciproque », telle qu'Alfred Grosser l'article, bénéficierait d'une meilleure mise en lumière, issue des deux côtés du Rhin.

La *Franzosenzeit* dans le Land de Bade - chance ou obstacle au rapprochement franco-allemand après la seconde guerre mondiale ? Telle était la question de départ. Y répondre s'avère difficile. De nombreux contacts furent établis entre Français et Allemands, beaucoup d'institutions créées et de symboles mis en place, qui, surtout dans le cercle respectif des élites, devaient conserver dans le long terme leur efficacité et contribuer à l'entente entre les deux pays. Néanmoins, si l'on considère l'attitude du simple citoyen français ou allemand, telle que les sondages, les rapports

administratifs et les anthologies la reflètent, un certain scepticisme reste fondé, même après la lecture de cette étude. Il a fallu du temps pour guérir les blessures que la guerre et l'occupation avaient ouvertes. A la fin de la guerre, il revenait donc d'abord aux politiques de se montrer ouverts et de préparer prudemment le chemin de la réconciliation.

Dietmar HÜSER

Traduction : Isabelle BLANCHARD